



COMPTE RENDU SYNTHETIQUE

Groupe de travail PCRS DU CNIG

06/04/2016 - 14h30 à 17h30

Objet : Réunion du groupe de travail PCRS du CNIG du 06/04/2016.

Ordre du jour :

1. Retours relatifs aux travaux du sous-groupe technique PCRS vecteur
2. Retours relatifs aux travaux du sous-groupe technique PCRS image.
3. Lancement d'une étude IGN "vers un portail national du PCRS.
4. Partage, échanges autour des initiatives et des exemples de mises en œuvre
5. Communication sur le PCRS
6. Elargissement du GT PCRS à d'autres participants
7. Points divers

Documents joints :

- Présentations en ligne sur : http://cnig.gouv.fr/?page_id=1444

Prochaine réunion de la commission : **le 14 juin 14h00 à 17h00, en salle Arago à l'IGN.**

Liste de diffusion

Participants – Organisme	
Yves Riallant – AFIGEO, Adeline Coupé – IGN, Alexis Bourdeau – Worldline, Antoine Guillot – VEREMES, Aurélien Grellier – CD Mayenne. Clément Busuttill – Agglomération de Compiègne, Danièle Loisel – ADEEF électricité, Denis Bayard – GRDF, Emilie Parrain – Ville de Nanterre Éric Bleuzet – Nantes Métropole, Éric Danion – SIEEEN, Frédéric Deneux – CRAIG, Gabriella Toth – FIT conseil Ingrid Brugioni – geomayenne.fr, Jean Boesch – MEDDE/DGPR, Jean François Renard – SUEZ,	Jean-Pierre Moreau – ERDF, Laura Thouroude – Lorient agglomération, Loïc Rebours – ERDF, Manuel Plane – Métropole de Lyon, Matthieu Le Masson – IGN, Olivier Floret – GeoCentre, Pascal Lory – IGN / CNIG, Patrick Bezarid Falgas – OGE, Pierre Nguyen Trong – GRDF, Pierre Vergez – IGN / CNIG, Romain Bommé – VEREMES, Sébastien Gaillac – CRAIG, Stéphane Tricolore – GRDF, Suzanne Nicey – Géo Bourgogne, Sylvaine Duceux – AITF, Vincent Deshoux – Geopal, Yves Roynard – RATP.
Participants en vidéo et/ou audio – Organisme	
A Gousset – Syndicat gaz et électricité de la Mayenne (SDEGM), Marc Dépret – Bordeaux Métropole, Stéphane Humbert – Lille Métropole,	Isabelle Hoffmann – RTE, José Baeza – Angers Loire métropole, Romain Buchaud – CRIGE PACA.

Date	Visa	Nom	Organismes
Relecture	07/04/2016	Les participants	GT PCRS
Validation	15/04/2016	Y.Riallant	Animateur

COMPTE RENDU SYNTHETIQUE :

1. Retours relatifs aux travaux du sous-groupe technique PCRS vecteur (Loïc REBOURS - ERDF)

- L'outil d'échange REDMINE utilisé par le CEREMA permet des échanges intenses depuis début mars 2016. Suite à une succession de questions et réponses, Richard MITANCHEY va publier dans les jours qui viennent une nouvelle version du fichier .XSD.

⇒ Cette mise à niveau est très attendue par tous les acteurs qui créent des outils PCRS.

- L'espace d'hébergement pour les versions à venir du standard n'est pas défini. Suite à la validation du guide national sur les IRU (identifiants de ressource unique), en mars 2016, l'IGN a lancé un groupe de travail pour optimiser le référencement de ses documents. Il est proposé de s'appuyer sur les conclusions de ce groupe pour attribuer un domaine et une adresse permettant de référencer les versions successives du standard, car le site du CNIG ne peut offrir aucune garantie de pérennité.
- Il est rappelé que la participation au sous-groupe technique PCRS vecteur passe par l'acceptation préalable de ses membres. En effet, toutes les actions demandées sont répercutées sur R.MITANCHEY qui ne peut répondre à une surcharge de sollicitations.

2. Retours relatifs aux travaux du sous-groupe technique PCRS image (Sébastien GAILLAC - CRAIG)

La norme PCRS validée préalablement à la signature du protocole, est une norme d'échange d'objets vectoriels. **Le protocole n'impose pas les technologies sous-jacentes à sa constitution.** Enfin en l'absence de toutes données préexistantes, l'intérêt d'explorer des techniques d'acquisition rapides est évident. Les tests de MOBILE MAPPING conduits par ERDF (et GRDF) n'ont pas tenu toutes leurs promesses.

L'option orthophotoplan est un nouveau paradigme qui modifie substantiellement les méthodes de travail et les livrables. Le GT a pour objet de déterminer l'ensemble des caractéristiques nécessaires à son usage.

Une réunion audio du groupe de travail a eu lieu, et s'est déjà interdit, c'est un des principes liminaires, de ne favoriser aucune technologie. Cette première réunion a permis d'établir des principes de base et des objectifs du sous GT, ils concernent aussi bien les spécifications d'un standard que l'accompagnement à sa mise en œuvre. La réunion a permis de présenter un travail bien avancé sur les composantes d'un PCRS image (Ortho HR + adresse), et les spécifications du produit (en termes de classe de précision, résolution, dévers, recouvrement, prise de vue, etc.). Les aspects qui restent à approfondir ont clairement été identifiés, ainsi que les actions pour la prochaine réunion du sous GT.

Il s'agissait de définir le périmètre et les premières actions à produire :

- Décrire le produit final minimal permettant de répondre aux DT DICT. Un simple affichage Ortho + base des adresses placées hors voies, pourrait convenir.
- Evaluer les contraintes externes (végétation, ombre portée, hauteur des bâtiments). Les vols à planifier devront tenir comptes de critères très stricts et localisés.
- Décider du mode le plus efficace pour avoir des ortho photos de classe A :
 - o le MNT à utiliser pour créer les ortho photos n'existe pas encore,
 - o ERDF a fait des tests en créant des MNT sur les voiries seulement,
 - o Le cadastre n'est pas assez précis.

En même temps, des coûts comparatifs commencent à paraître :

- L'avion est un moyen efficient : 200€/km² (moyenne observées sur 1000km² « volés » à Lille, la résolution, 5 ou 7 cm, n'est pas précisée),
- La résolution à 7cm, suffisante pour la classe A, coûte 2 fois moins que la résolution à 5 cm. Il faut cependant préciser qu'une ortho 7 cm sert uniquement comme fond de plan sans recalage des réseaux en classe A. Sinon, il faut du 5 cm.

Des points plus sensibles ont été soulevés : quelle est la mise à jour la plus économique, quand on sait qu'une ville moyenne comme Aurillac subit à peine 1% de modifications par an ?

- Par avion : la mise à jour par dalle pourrait requérir la création d'un dallage national préalable,
- Des hélicoptères ont été mis à l'essai,
- Le drone ne serait rentable que pour des modifications très localisées (l'importance de traiter le récolement après travaux pour faire des mises à jour complémentaire est ici évoquée), et actuellement la réglementation est très contraignante quant aux zones pouvant être survolées par un drone, notamment en milieu urbain.

Echanges

L'équipe du GT PCRS image défend l'idée d'une complémentarité entre vecteur, pour zone urbaine dense, et raster en zone semi urbaine ou rurale. Il déploie donc quelques justifications qui sont discutées en séance :

- Il permet d'avoir un « plan » avec une précision de classe A,
- Il permet aussi de coter des points visibles au sol,
- La photographie aérienne à très grande échelle ouvre des perspectives à des applications nouvelles. D'ailleurs les élus y sont très sensibles,
- En matière d'échanges, beaucoup de reproches sont faits à l'image, alors qu'aucun retour d'expérience réussi n'existe encore pour le vecteur. Ce à quoi il est répondu qu'il y aurait pourtant une opportunité à comparer l'usage des données vecteur de la ville de Clermont-Ferrand et celui du projet image du CRAIG.

- Le MOBILE MAPPING a été testé sous de multiples formes et bien qu'il soit le plus précis des processus, il n'est pas exhaustif (des chiffres d'exhaustivité variables sont évoqués tel 85%, des compléments terrain semblent donc indispensables). Il ne serait pas réellement « implémentable » efficacement avant 2018, alors que les partenariats doivent se concrétiser autour d'un processus solide et le moins coûteux possible, avant 2019 pour les zones urbaines au sens INSEE.

Un dialogue intense est alors engagé autour de la table :

- Les tests produits sur le MOBILE MAPPING sont jugés insuffisants par Y.RIALLANT. Il demande à ce qu'une démarche soit entreprise pour comparer ce procédé à l'imagerie aérienne, en zone rurale présentant des réseaux enterrés.
- L'OGÉ souligne la qualité et l'intérêt de la définition de l'ortho établit par le CRAIG Auvergne et propose d'ajouter à cet ortho quelques vecteurs : les 2 bords définissant l'emprise de la voie traités en vecteur filaire, les 2 bords des chaussée ou bande de roulement traités en objet surfacique et les ponts et ouvrages d'art traités en symbolique. Ainsi les collectivités gestionnaires de la voirie rurale (VC et Ch. R), disposeraient par ce PCRS rural d'un plan vecteur dynamique pour assurer la gestion technique et financière de leur voirie rurale. Ce PCRS rural permettra que 80% des besoins des petites collectivités soient satisfaits et les incitera d'autant à co-investir dans ce PCRS rural par le biais des communautés de communes qui ont la compétence voirie rurale. La simplicité des données vecteur constituées avec ce PCRS rural constituera un avantage pour les utilisateurs qui pourront les intégrer et les gérer facilement dans de leur SIG.
- *« Hors séance et selon Nantes Métropole : des tests grandeur nature ont déjà été réalisés par Nantes Métropole puisque le lever dynamique terrestre était la technologie de base retenue pour couvrir 1/3 du territoire de l'agglomération d'ici 2019, mêlant urbain et rural. Le verdict est sans appel : s'agissant de la précision géométrique des éléments structurants du fond de plan, le résultat est bon mais pas exempt de défauts ; s'agissant des affleurants dont il a été question comparativement à l'orthophotoplan le résultat est très discutable en terme d'exhaustivité (omission, confusion d'affleurants gaz et eau). En clair, le lever dynamique terrestre ne peut actuellement s'affranchir d'une phase de complément terrain dont on sait qu'elle augmente notablement le coût de l'opération. **GéoVendée a également multiplié les tests. Il peut être intéressant d'en connaître les conclusions.** »*

⇒ L'idée de recenser les tests « lever dynamique terrestre » déjà réalisés ou en cours est relancée, des présentations actualisées comparant les différentes technologies pourraient être mises en place pour la prochaine réunion du groupe de travail.

Cependant, ERDF rappelle que cette numérisation minimale doublerait la facture du PCRS image. De plus, il est souligné que ces bords de voie ne donneraient aucune garantie de précision. L'OGÉ propose qu'une méthode par digitalisation directe sur l'ortho des éléments vecteurs proposés soit étudiée afin d'en apprécier les résultats techniques et les impacts économiques sur le coût de production de l'orthophoto.

- « Hors séance et selon Nantes Métropole : ajouter « un peu de vecteur » dans un souci de lisibilité et/ou de précision est une idée très difficile à défendre. L'orthophotoplan est un fond de plan auto documenté et immédiatement accessible en terme de lecture au plus grand nombre, dont les agents de travaux sur le terrain. D'où viendrait ce vecteur : 1/ photogrammétrie ou extraction automatique donc traitement d'image? Dans ce cas comment le résultat obtenu pourrait être de meilleure qualité que l'orthophotographie ? 2/ numérisation par un opérateur? Le souci est identique 3/ lever spécifique sur le terrain? on a beaucoup parlé des limites de l'orthophotographie en milieu urbain, est-il permis d'évoquer les limites du levé topographique en milieu rural : besoin d'un canevas, difficulté à identifier une simple limite d'enrobé sur une chaussée dégradée quelle que soit la technologie. Un gros surcoût et une valeur ajoutée discutable? »

- De façon globale, l'OGE souhaite un rapprochement image et vecteur pour le PCRS rural pour arriver à un produit mixte. Il est souligné par ailleurs l'identification difficile des affleurants de réseau directement sur l'ortho photo en particulier en zone agricole. La méthode de collecte et de géoréférencement de ces affleurants reste à définir.

- Les conditions de la mise à jour du PCRS Image sont soulevées. Il est rappelé qu'à l'occasion de travaux neufs des plans de récolement doivent être établis dans le respect des règles de l'art ...du décret DT/DICT .Ces plans sous format vecteur permettront d'assurer la mise à jour des données vecteur définissant la voirie rurale. Il est rappelé toutefois que ces derniers demandent une charge exigeante de gestion, ce qui fait que l'information qu'ils portent est le plus souvent abandonnée.

- La mise en place du PCRS urbain, comme du PCRS rural, est occasion unique de rassembler tous les acteurs de l'information géographique autour de données ayant une base « vecteur » (historiquement les productions de plan cadastral scanné ont toutes été abandonnées au profit d'un plan vectorisé, conventionné, mutualisé et tenu à jour !).

- Le problème c'est que l'image est plus « attirante » pour les élus et elle est devenue, sur une édition en tout cas, un concurrent économique évident du vecteur. La mise en œuvre d'un produit mixte (image complété par du vecteur) devrait obtenir l'adhésion du plus grand nombre de partenaires.

3. Lancement d'une étude IGN « vers un portail national du PCRS » (Matthieu LE MASSON IGN)

Les besoins sont encore diffus et les avis contradictoires.

- Une confirmation de l'intérêt du guichet unique de l'INERIS reste attendue,
- Lister de façon plus complète les utilisations concrètes imaginées pour ce portail du PCRS permettrait d'avancer des arguments pour le produire : recherche de chantiers, produire des suivis et des statistiques, savoir qui contacter, etc...

- L'OGÉ rappelle que le Portail GÉOFONCIER recense tous les travaux fonciers des géomètres experts mais aussi sur la base du volontariat les travaux de topographie et donc de lever corps de rue. Sur l'année 2015 il a été recensé près de 26 000 interventions de levés sur le territoire. Ces interventions sont identifiées par un symbole GE et géolocalisées sur le portail Géofoncier. L'OGÉ fournira des informations plus complètes sur ces levés.
- La peur de l'open data ? L'open data n'étant pas synonyme de gratuité, il n'y a pas de raison qu'il éloigne les futurs parties-prenantes. Des licences adéquates existent déjà qui permettent de distribuer des données valorisées différemment suivant le type des clients.
- Localement les propriétaires des données auraient de toute façon toute latitude pour diffuser aux parties-prenantes qu'ils souhaitent, dans le respect des relais qui auront été choisis au niveau local.
- La crainte d'INSPIRE et de ses implications ? la seule donnée qui pourrait être concernée par INSPIRE dans le PCRS, ce sont les 3 points référencés sur le réseau, rendus obligatoires par la loi sur les DT DICT. Or, les réseaux enterrés constituent pour certains une donnée sensible et ainsi qu'il est spécifié dans les règlements européens, les données sensibles échappent au périmètre INSPIRE. Pour avoir un peu de recul sur le sujet, voir les pages du blog de Marc LEOBET de la MIG/DRI/MEEM à ce propos :

<http://georezo.net/blog/inspire/2013/03/14/reseau-eau-potable-et-securite-publique/#more-2894>

<http://georezo.net/blog/inspire/2008/12/22/comment-gerer-les-donnees-sensibles-dans-inspire/>

L'expérience prouve que la mise en place d'un portail demande du temps. Par anticipation, l'IGN présente donc une ébauche de calendrier au groupe :

- avril, mai : une confirmation interne IGN est attendue pour maintenir le cap,
- juin, juillet, août 2016: production d'un POC, une Preuve de Concept,
- début 2017 : début de la mise en œuvre,
- début 2018 : ouverture du portail.

4. Partage, échanges autour des initiatives et des exemples de mises en œuvre, voire de bonnes pratiques, du PCRS (Tous)

Certains acteurs locaux souhaitent que des éclaircissements soient apportés sur les questions de responsabilité et de droits associés à la donnée (droit des producteurs,). Effectivement, dans les démarches de constitution de PCRS en cours, les questions de responsabilité apparaissent fréquemment :

- Les partenariats ayant des durées de vie déterminées, qu'en est-il des responsabilités en cas d'entrée ou de sortie des partenaires ?

- Gestion des PCRS aux limites, quelle nécessité aurait une métropole à s'enquérir de la capacité de ses communes voisines à produire un PCRS ?

Il est rappelé que vu de la réglementation et quels que soient les éventuels partenaires rassemblés autour de la création d'un PCRS, les exploitants sont responsables de la production de trois points géoréférencés de l'ouvrage dans les plans joints aux récépissés de DT/DICT. Les autres éléments du fond de plan qui ne sont qu'indicatifs. Le PCRS a essentiellement une fonction de données d'échange.

5. Communication sur le PCRS (Vincent DESHOUX GEOPAL)

La présentation de la fiche technique produite sur le PCRS fait consensus : toute communication est bonne car le PCRS souffre encore largement d'être méconnu des élus et surtout des parties-prenantes. Cette fiche co-écrite par des acteurs locaux des Pays de Loire et rédigée par geomayenne.fr a pour vocation à donner des premiers éléments de contexte à des non-spécialistes et à favoriser les discussions. C'est la première pierre d'un dispositif de communication qui doit se constituer par l'apport des initiatives locales en détaillant tous les phases pour constituer une véritable mallette d'accompagnement à la mise en place du PCRS. D'autres thèmes de sensibilisation vont sans doute émerger du GT tels que l'importance de plans de récolement conformes au PCRS.

L'idée de la création d'un sous-groupe « COMMUNICATION » est à nouveau évoquée. L'observatoire des DT DICT est très concerné par la partie sensibilisation et se dit volontaire pour s'y associer.

Le manque d'accès à un modèle .XSD abouti est déploré. Le besoin d'interaction avec le GML est très demandé et les créateurs et promoteurs pour les futures interfaces du PCRS sont dans l'attente, les éléments figurants sur le site du CNIG étant pour l'heure obsolètes.

En l'attente d'un portail national, il est proposé que soient accessibles sur le site du CNIG, à partir d'une page interactive par région, tous les correspondants lançant des initiatives locales PCRS. Il est donc demandé à ces derniers de se faire connaître au CNIG pour y figurer dans leur région concernée.

Voir à partir de http://cnig.gouv.fr/?page_id=13704

6. Elargissement du GT PCRS à d'autres participants

De nombreuses candidatures ont été présentées pour participer au groupe travail PCRS du CNIG.

Le groupe de Travail PCRS-accompagnement est créé pour aider et assurer le suivi de la mise en œuvre du PCRS. Il comprend lui-même des sous-groupes :

- L'un pour le PCRS vecteur et les étapes de la mise en œuvre du standard,
- L'autre pour le PCRS image consacré à la création d'un standard pour les zones rurales.

La constitution d'un troisième sous-groupe destiné à la communication du PCRS a été proposée.

Pour rejoindre ces sous-groupes de travail en contactant le CNIG, il faut être prêt à y participer concrètement et avoir l'aval des membres actifs du sous-groupe concerné.

Pour assister au Groupe de travail PCRS où sont rendus compte des résultats, il suffit de demander l'inscription gratuite au CNIG (20 places étaient encore disponibles à cette session). Le groupe s'accorde pour ne pas restreindre la participation aux travaux dès lors que les parties-prenantes y participent dans un esprit de primauté de l'intérêt collectif.

7. Points divers

Pour plus d'informations sur la loi voir : http://cnig.gouv.fr/?page_id=9097